

Art. 33. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 34. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1569

[C - 99/29249]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi
des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative, visés parmi les institutions offrant un hébergement aux jeunes mentionnés aux articles 1^{er}, 14 et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

Le présent arrêté fixe également certaines conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services agréés à la fois pour le projet pédagogique visé par le présent arrêté et pour un ou plusieurs projets pédagogiques visés par d'autres arrêtés spécifiques.

CHAPITRE II. — Les missions

Art. 2. Le service d'accueil et d'aide éducative, ci-après dénommé le service, a pour missions :

1° soit d'apporter une aide aux jeunes et aux familles en difficultés par des actions socio-éducatives dans le milieu familial de vie;

2° soit d'organiser l'accueil collectif et l'éducation de jeunes qui nécessitent d'une aide spécialisée en dehors de leur milieu familial de vie;

3° soit de mettre en oeuvre des programmes d'aide en vue de la réinsertion dans leur milieu de vie des jeunes visés au 2°;

4° soit d'assurer la supervision ainsi que l'encadrement pédagogique et social de jeunes qui vivent en logement autonome.

Art. 3. § 1^{er}. Le service travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre du décret du 4 mars 1991 ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

§ 2. Le mandat précise, conformément à l'article 2, la mission confiée au service la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

§ 3. Un mandat ne peut concerner plus d'un jeune.

§ 4. Le service adresse un rapport à l'instance de décision, dans un délai de deux mois qui suit la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision et éventuellement celles des bénéficiaires. Il contient une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé.

Un rapport complémentaire est adressé au moins tous les six mois à l'instance de décision et chaque fois que celle-ci en fait la demande.

Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

CHAPITRE III. — Conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions

Art. 4. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, par capacité, il faut entendre le nombre moyen de situations visées par le projet pédagogique pouvant être traitées simultanément par le service.

§ 2. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

§ 3. 1° Les prises en charge de jeunes confiées au service par d'autres personnes morales que les instances de décision visées à l'article 3, § 1^{er} ou les Centres Publics d'Aide Sociale, ne peuvent justifier le refus d'une demande d'une de ces instances.

2° Les prises en charge visées au 1° sont autorisées à concurrence de 10 % du nombre de situations visées par le projet pédagogique.

Les dépenses annuelles justifiant les subventions provisionnelles pour frais de personnel et de fonctionnement sont réduites proportionnellement au nombre de journées afférentes à la prise en charge de jeunes confiés par les instances de décision visées à l'article 3, § 1^{er}.

3° Les prises en charge visées au 1° sont autorisées à concurrence de plus de 10 % du nombre de situations visées par le projet pédagogique pour autant que le service justifie d'un personnel supplémentaire pour l'encadrement de ces prises en charge. Les normes applicables à l'encadrement de ces prises en charge sont au moins égales à celles fixées pour les prises en charge visées à l'article 3, § 1^{er}.

Art. 5. Les prises en charge visées à l'article 4, § 3, 3°, ne sont pas prises en considération pour l'octroi des subventions provisionnelles pour frais de personnel et pour frais de fonctionnement.

CHAPITRE IV. — *Le subventionnement*

Section 1re. — Dispositions générales concernant les subventions pour frais de personnel

Art. 6. § 1^{er}. Le nombre de fonctions du service pris en considération pour le calcul des subventions provisionnelles pour frais de personnel est égal à celui pris en considération pour le même service sur base de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la personne.

§ 2. Le nombre de fonctions affecté à la mise en oeuvre d'autres projets pédagogiques dont l'agrément est sollicité sur base d'autres arrêtés spécifiques à la suite d'une restructuration ou d'une reconversion d'un service agréé sur base de l'arrêté visé au § 1^{er}, est déduit du nombre de fonctions visés au § 1^{er}.

Art. 7. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée aux services d'accueil et d'aide éducative sur la base des normes d'effectif suivantes :

a) pour les services dont le projet pédagogique agréé fixe une capacité de 15 situations :

1° 5 éducateurs; 6 éducateurs à partir du 1^{er} janvier 1999 : 6,5 éducateurs à partir du 1^{er} janvier 2000. Au maximum un chef-éducateur parmi les éducateurs. La norme de 6,5 peut éventuellement être appliquée avant la date précitée;

2° 0,5 psycho-social;

3° 0,5 administratif;

4° 1,5 technique;

5° 1 directeur.

b) en plus des normes fixées au a), pour les services dont le projet pédagogique agréé fixe une capacité supérieure à 15 situations le directeur visé au point a) est remplacé par un coordinateur ou un chef éducateur si le service compte plus de 28 fonctions sur base des normes visées au présent article et les normes suivantes sont appliquées :

1° 0,5 éducateur par 1,5 situations dont 1 coordinateur ou 1 chef-éducateur par 15 situations en plus de 15;

2° 0,5 psycho-social par 15 situations;

3° 0,5 administratif par 15 situations;

4° 0,5 technique par 5 situations;

c) en plus des normes fixées au point a) et b) pour les services dont les subventions pour frais de personnel prennent en compte plus de 28 fonctions, y compris les fonctions affectées à la mise en oeuvre d'autres projets pédagogiques :

1° 1 directeur général;

2° 1 directeur pédagogique;

3° 1 directeur ou 1 directeur administratif.

L'octroi de la subvention provisionnelle pour frais de personnel afférente à ces emplois est subordonné à l'occupation effective de la fonction par une personne ayant la qualification requise.

§ 2. Lorsque, sur base de la réglementation précédente, le service bénéficiait de subventions prenant en compte des fonctions de chef-éducateur, un coordinateur peut être nommé en remplacement de chacune de ces fonctions de chef-éducateur. Les coordinateurs ainsi nommés sont affectés prioritairement, s'il échet, au sein des autres projets pédagogiques agréés en application d'arrêtés spécifiques, mis en oeuvre à l'initiative du pouvoir organisateur du service.

§ 3. Pour les services qui organisent des sections autonomes, les normes fixées au § 1^{er} a) et b) sont applicables pour chaque section autonome de 15 situations au moins, à l'exception du personnel administratif et de direction. Pour être considérée comme autonome, la section doit :

1° développer des activités pédagogiques distinctes décrites dans le projet pédagogique du service;

2° organiser un encadrement éducatif, notamment la nuit, spécifique à la section;

3° compter pour l'encadrement de la section, tous les emplois prévus par les normes à l'exception du personnel administratif, de direction et de l'équivalent d'un mi-temps technique;

4° assurer de manière autonome l'essentiel des tâches ménagères dont notamment la préparation des repas;

5° élaborer au sein de la section les rapports visés à l'article 3, § 4, et assurer les contacts avec l'instance de décision et les familles des jeunes confiés à la section.

§ 4. Lorsque sur base de la réglementation précédente, le nombre d'emplois prévus par les normes dans les catégories de personnel technique ou administratif ou psycho-social au sein du service était supérieur à celui établi sur base des normes fixées par le présent arrêté, il est tenu compte des emplois excédentaires pour le calcul des subventions provisionnelles pour frais de personnel, pour autant que ces emplois soient effectivement occupés depuis au moins six mois avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, dans ces trois catégories et ce jusqu'au départ naturel du personnel excédentaire. Au cas où ces emplois excédentaires sont occupés par des fonctions éducatives, il peut être tenu compte de ces fonctions pour déterminer la nouvelle capacité agréée du service sur base du présent arrêté.

Art. 8. Pour les services agréés sur base de la réglementation précédente en tant que maisons familiales, l'agrément sur la base du présent arrêté ne modifie pas le montant des subventions provisionnelles allouées à ces services en application de l'arrêté visé à l'article 6, § 1^{er}.

Art. 9. Pour les services agréés sur base de la réglementation précédente en tant que service d'hébergement avec une capacité agréée inférieure à 15 lits, l'agrément sur la base du présent arrêté ne modifie pas le montant des subventions provisionnelles pour frais de fonctionnement et de personnel allouées à ces services en application de l'arrêté visé à l'article 6, § 1^{er}.

Art. 10. Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article 7, § 1^{er} toutes les fonctions reprises à l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont prises en considération, à l'exception des docteurs en médecine et docteurs en médecine spécialisée. Les fonctions de directeur pédagogique, directeur administratif et directeur général sont prises en considération dans les limites des normes visées à l'article 7 § 1^{er}, c).

Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 11. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 7, est accordée aux services sur la base des normes de référence suivantes :

- a) pour les projets pédagogiques visant jusque 24 situations : 89 000 F indexables par situation visée.
- b) pour les projets pédagogiques visant entre 25 et 35 situations : 80 000 F indexables par situation visée pour toutes les situations.
- c) pour les projets pédagogiques visant au-delà de 35 situations : 77 000 F indexables par situation visée pour toutes les situations.

§ 2. Lorsque qu'en application du présent arrêté, le montant des subventions pour frais de fonctionnement du service est inférieur au montant attribué sur base de la réglementation précédente, il est accordé une subvention complémentaire au service. Cette subvention complémentaire est égale à 75 % de la différence entre les montants précités pour la première année qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, 50 % pour la seconde année, 25 % pour la troisième.

Pour déterminer le montant des subventions pour frais de fonctionnement réservé au service, il est tenu compte, s'il échet, des subventions octroyées dans le cadre des autres projets pédagogiques développés par le service.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 12. Lorsque l'agrément du service implique, sur base des dispositions du présent arrêté, une réduction de la capacité du service par rapport à sa capacité antérieure, le service continue à accueillir les jeunes en surnombre et ce jusqu'à leur départ naturel et pour autant que le service n'accueille pas d'autres jeunes.

Art. 13. Les services qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté étaient agréés sur base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, pour un projet pédagogique similaire à celui visé par le présent arrêté, restent agréés jusqu'à leur agrément sur base du présent arrêté, pour autant qu'ils aient introduit une demande d'agrément sur la base du présent arrêté dans les quatre mois à dater de son entrée en vigueur. Le délai précité est porté à six mois lorsque le service sollicite un agrément également dans le cadre d'autres arrêtés spécifiques. Passé les délais précités, il sera mis fin à l'agrément du service à dater du 1^{er} jour du 13^e mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 14. Le subventionnement de l'augmentation éventuelle du nombre d'emplois d'éducateurs en application de la norme visée à l'article 7, § 1^{er}, a), 1^o intervient, s'il échet, dans la limite des moyens budgétaires disponibles.

Art. 15. Pour les services qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient de l'application de l'article 40 bis de l'arrêté du 7 décembre 1987, le montant total de la subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement accordé sur base de l'arrêté précité peut être maintenu sans préjudice de son indexation et de l'application de l'article 5.

L'agrément sur base du présent arrêté doit être pris au plus tard endéans les vingt-quatre mois à dater de son entrée en vigueur.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 16. Les situations visées par le ou les projets pédagogiques agréés pour un même service sont limitées à un maximum de 60 situations.

Art. 17. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1569

[C - 99/29256]

**15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen
aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp die in aanmerking komen onder de instellingen die logement bezorgen aan de jongeren, vermeld in de artikelen 1, 14° en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden in dit besluit vastgelegd.

Dit besluit bepaalt eveneens sommige bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten die tegelijkertijd erkend zijn voor het opvoedingsproject bedoeld bij dit besluit en voor een of meer opvoedingsprojecten bedoeld bij andere specifieke besluiten.

HOOFDSTUK II. — *De opdrachten*

Art. 2. De dienst voor opvang en opvoedingshulp, hierna de dienst genoemd, heeft als opdrachten :

1° ofwel door socio-educatieve acties in het familiaal leefmilieu hulp te bieden aan de jongeren en aan de families in moeilijkheden;

2° ofwel de collectieve opvang en de opvoeding van jongeren te organiseren die een gespecialiseerde hulp nodig hebben buiten hun familiaal leefmilieu;

3° ofwel hulpverleningsprogramma's uit te werken met het oog op de wederinschakeling van de in 2° bedoelde jongeren in hun leefmilieu;

4° ofwel de supervisie en de pedagogische en sociale begeleiding verzekeren van jongeren die zelfstandig gehuisvest zijn.

Art. 3. § 1. De dienst werkt op mandaat van een beslissingsinstantie d.i. de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

§ 2. Het mandaat bepaalt, overeenkomstig artikel 2, de opdracht die aan de dienst wordt toevertrouwd, de aard van de verleende hulp, de nagestreefde doeleinden, de motieven en de duur ervan.

§ 3. Een mandaat mag niet op meer dan een jongere betrekking hebben.

§ 4. De dienst stuurt een verslag naar de beslissingsinstantie binnen de twee maanden die volgen op de datum van het mandaat. In dit verslag worden de verzoeken van de beslissingsinstantie en eventueel die van de gerechtigden vermeld, waarbij een analyse van de situatie en de bijzonderheden van het programma van de overwogen hulpverlening worden gevoegd.

Een bijkomend verslag wordt ten minste om de zes maanden naar de beslissingsinstantie gezonden en elke keer dat deze erom verzoekt.

Wanneer het centrum door de jeugdrechtbank gemachtigd wordt, zendt het een afschrift van de verslagen naar de dienst voor gerechtelijke bescherming.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen*

Art. 4. § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet onder capaciteit verstaan worden, het gemiddeld aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject die gelijktijdig door de dienst kunnen behandeld worden.

§ 2. Het aantal effectieve situaties wordt bepaald door de mandaten toevertrouwd aan de dienst. De aanvang van de tenlasteneming stemt overeen met de datum van het mandaat.

§ 3. 1° De tenlastenemingen van jongeren die aan de dienst door andere rechtspersonen worden toevertrouwd dan de beslissingsinstanties bedoeld bij artikel 3, § 1, of door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, kunnen niet als verantwoording worden ingeroepen voor de afwijzing van een verzoek van een van die instanties.

2° De tenlastenemingen bedoeld bij 1° worden toegelaten ten belope van 10 %, van het aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject.

De jaarlijkse uitgaven die de provisionele toelagen voor personeels- en werkingskosten verantwoorden, worden ingekort evenredig met het aantal dagen dat afhangt van de tenlasteneming van jongeren die hen werden toevertrouwd door de instanties bedoeld bij artikel 3, § 1.

3° De in 1° bedoelde tenlastenemingen zijn toegelaten ten belope van meer dan 10 % van het aantal situaties bedoeld in het opvoedingsproject voor zover de dienst bijkomend personeel voor de begeleiding van die tenlastenemingen kan verantwoorden. De normen die kunnen toegepast worden op de begeleiding van die tenlastenemingen zijn ten minste gelijk aan deze die vastgesteld zijn voor de tenlastenemingen bedoeld bij artikel 3, § 1.

Art. 5. De bij artikel 4 § 3, 3° bedoelde tenlastenemingen komen niet in aanmerking voor de toekenning van de provisionele toelagen voor personeels- en werkingskosten.

HOOFDSTUK IV. — *De betoelaging*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen voor personeelskosten

Art. 6. § 1^{er}. Het aantal betrekkingen van de dienst dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de provisionele toelagen voor personeelskosten is gelijk aan het aantal dat door dezelfde dienst in aanmerking wordt genomen op basis van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming.

§ 2. Het aantal betrekkingen toegewezen voor de inwerkingstelling van andere opvoedingsprojecten wordt aangevraagd op basis van andere specifieke besluiten ten gevolge van een herstructurering of een ombouw van een dienst erkend op basis van het besluit bedoeld bij § 1, wordt afgetrokken van het aantal betrekkingen bedoeld bij § 1.

Art. 7. § 1. De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp toegekend op basis van de volgende bestandsnormen :

a) voor de diensten waarvan het erkend opvoedingsproject een capaciteit van 15 situaties beoogt :

1° 5 opvoeders; 6 opvoeders vanaf 1 januari 1999; 6,5 opvoeders vanaf 1 januari 2000. Ten hoogste een hoofdopvoeder onder de opvoeders. De norm van 6,5 kan eventueel toegepast worden vóór de voormelde datum.

2° 0,5 psycho-sociaal;

3° 0,5 administratief;

4° 1,5 technisch;

5° 1 directeur.

b) Boven de in a) vastgestelde normen, voor de diensten waarvan het erkend opvoedingsproject een capaciteit bepaalt die hoger is dan 15 situaties, wordt de in punt a) bedoelde directeur vervangen door een coördinator of een hoofdopvoeder indien de dienst meer dan 28 betrekkingen telt op basis van de normen bedoeld bij dit artikel en dan worden de volgende normen toegepast :

1° 0,5 opvoederes per 1,5 situatie onder wie 1 coördinator of 1 hoofdopvoeder per 15 situaties boven de 15;

2° 0,5 psycho-sociaal per 15 situaties;

3° 0,5 administratief per 15 situaties;

4° 0,5 technisch per 5 situaties;

c) boven de in punt a) en b) bepaalde normen voor de diensten die toelagen voor personeelskosten ontvangen voor het dekken van meer dan 28 betrekkingen, met ingegrip van deze die voorbehouden zijn voor de toepassing van andere opvoedingsprojecten :

1° 1 directeur-generaal;

2° 1 pedagogisch directeur;

3° 1 directeur of administratief directeur.

De toekenning van de provisionele toelage voor personeelskosten die deze betrekking meebrengt, hangt af van de effectieve bekleding van de betrekking door iemand met de vereiste kwalificatie.

§ 2. Wanneer, op basis van de voorgaande reglementering, de dienst toelagen kreeg waarvoor betrekkingen van hoofdopvoeder in rekening komen, kan een coördinator worden benoemd ter vervanging van elke betrekking van hoofdopvoeder. De coördinators, op die manier benoemd, worden desgevallend prioritair aangewezen voor de andere opvoedingsprojecten erkend met toepassing van specifieke besluiten, ten uitvoer gebracht op initiatief van de inrichtende macht van de dienst.

§ 3. Voor de diensten die autonome afdelingen inrichten, zijn de normen bepaald in § 1, a) en b) van toepassing voor elke autonome afdeling van ten minste 15 situaties, uitgezonderd het administratief en het leidend personeel. Om als autonoom te kunnen beschouwd worden, moet de afdeling :

1° aparte opvoedingsactiviteiten uitwerken, die in het opvoedingsproject van de dienst zijn beschreven;

2° een opvoedende begeleiding organiseren, onder meer 's nachts, specifiek voor de afdeling;

3° voor de begeleiding van de afdeling alle betrekkingen bevatten die door de normen bepaald zijn met uitzondering van het administratief en leidend personeel en wat equivalent is met een technische halftijdse betrekking;

4° het essentiële van de huishoudelijke taken autonoom verzekeren waaronder de bereiding van de maaltijden in het bijzonder;

5° in de afdeling de verslagen bedoeld bij artikel 3, § 4 opmaken en de contacten leggen met de beslissingsinstantie en met de families van de jongeren die aan de afdeling zijn toevertrouwd.

§ 4. Wanneer op basis van de vorige reglementering het aantal betrekkingen bepaald door de normen in de categorieën van het technisch of administratief of psycho-sociaal personeel in de dienst hoger was dan het aantal bepaald op basis van de normen vastgesteld bij dit besluit, wordt er rekening gehouden met de overtallige betrekkingen voor de berekening van de provisionele toelagen voor personeelskosten, voor zover deze betrekkingen effectief sedert ten minste zes maanden vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit zijn bekleed, in de drie categorieën en tot de natuurlijke afvloeiing van het personeel in overtal. Ingeval deze overtallige betrekkingen bekleed zijn door opvoedingsambten, mag er rekening gehouden worden met die ambten om de nieuwe erkende capaciteit van de dienst te bepalen op basis van dit besluit.

Art. 8. Voor de diensten erkend als gezinsvervangende tehuizen op basis van de vorige reglementering, wijzigt de erkenning op basis van dit besluit niets aan het bedrag van de provisionele toelagen toegekend aan deze diensten in toepassing van het besluit bedoeld bij artikel 6, § 1.

Art. 9. Voor de diensten erkend als huisvestingsdienst met een erkende capaciteit van minder dan 15 bedden op basis van de vorige reglementering, wijzigt de erkenning op basis van dit besluit niets aan het bedrag van de provisionele toelagen voor werkings- en personeelskosten toegekend aan deze diensten in toepassing van het besluit bedoeld bij artikel 6, § 1.

Art. 10. Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij artikel 7, § 1 komen alle betrekkingen vermeld in bijlage 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en voor de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd in aanmerking, behoudens de doctoren in de geneeskunde en de doctoren in de gespecialiseerde geneeskunde. De betrekkingen van pedagogisch directeur, administratief directeur en directeur-generaal komen in aanmerking binnen de perken van de normen bedoeld bij artikel 7 § 1, c).

Afdeling 2. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 11. § 1. De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld in artikel 7 wordt toegekend aan de diensten op basis van de volgende verwijzingsnormen :

- a) voor de opvoedingsprojecten die tot 24 situaties beogen : 89 000 F, indexeerbaar, per beoogde situatie;
- b) voor de opvoedingsprojecten die tussen 25 en 35 situaties beogen : 80 000 F, indexeerbaar, per beoogde situatie voor alle situaties;
- c) voor de opvoedingsprojecten die boven de 35 situaties beogen : 77 000 F, indexeerbaar, per beoogde situatie voor alle situaties.

§ 2. Wanneer in toepassing van dit decreet het bedrag van de toelagen voor werkingskosten van de dienst lager is dan het bedrag toegekend op basis van de vorige reglementering, wordt er een bijkomende toelage aan de dienst toegekend. Deze bijkomende toelage is gelijk aan 75 % van het verschil tussen de voormelde bedragen voor het eerste jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit, 50 % voor het tweede jaar, 25 % voor het derde.

Om het bedrag te bepalen van de toelagen voor werkingskosten voorbehouden voor de dienst wordt desgevallend rekening gehouden met de toelagen toegekend in het kader van de andere opvoedingsprojecten uitgewerkt door de dienst.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Art. 12. Wanneer de erkenning van de dienst een vermindering van de capaciteit van de dienst t.o.v. zijn vorige capaciteit vereist op basis van de bepalingen van dit besluit, dan blijft de dienst de jongeren in overtal opvangen tot hun natuurlijke afvloeiing en voor zover de dienst geen andere jongeren opvangt.

Art. 13. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend waren op basis van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, voor een opvoedingsproject dat van dezelfde aard is als het project bedoeld bij dit besluit, blijven erkend tot hun erkenning op basis van dit besluit, voor zover zij binnen de vier maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning hebben ingediend op basis van dit besluit. De voormelde termijn wordt op zes maanden gebracht wanneer de dienst een erkenning aanvraagt eveneens in het kader van andere specifieke besluiten. Na de voormelde termijnen wordt een einde gesteld aan de erkenning van de dienst vanaf de 1e dag van de 13e maand die volgt op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 14. De betoelaging van de eventuele verhoging van het aantal betrekkingen van opvoeders in toepassing van de norm bedoeld bij artikel 7, § 1, a), 1° wordt desgevallend uitgevoerd binnen de perken van de beschikbare begrotingmiddelen.

Art. 15. Voor de diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit het voordeel genoten van de toepassing van artikel 40bis van het besluit van 7 december 1987, kan het totaal bedrag van de provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten toegekend op basis van het voormeld besluit behouden blijven onverminderd zijn indexering en de toepassing van artikel 5.

De erkenning op basis van dit besluit moet uiterlijk binnen de vierentwintig maanden betekend worden te rekenen vanaf zijn inwerkingtreding.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 16. De situaties bedoeld bij het (de) opvoedingsproject(en) erkend voor eenzelfde dienst, zijn beperkt tot een maximum van 60 situaties.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

15 MARS 1999

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide et d'intervention éducative

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide et d'intervention éducative visés parmi les institutions offrant un hébergement aux jeunes, mentionnés aux articles 1^{er}, 14^o et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — Les missions

Art. 2. Le service d'aide et d'intervention éducative, ci-après dénommé le service, a pour mission d'apporter aux personnes visées à l'article 1^{er}, 1^o à 4^o, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, une aide éducative dans leur milieu familial de vie ou d'apporter une aide en logement autonome aux jeunes visés à l'article 1^{er}, 1^o et 2^o du décret précité.

Par aide éducative, on entend toute forme d'aide ou action éducative permettant d'améliorer les conditions d'éducation des jeunes quand celles-ci sont compromises soit par le comportement du jeune, soit par les difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs obligations parentales par les personnes qui assument en fait la garde du jeune, à l'exception des personnes privées à qui la garde du jeune est confiée en application du décret précité ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Le service doit pouvoir intervenir à tout moment selon les modalités fixées par l'instance de décision.

Art. 3. § 1^{er}. Le service travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre de l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

§ 2. Le projet pédagogique agréé du service détermine le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément. Ce nombre est de 12 minimum et de maximum 24.

§ 3. Le mandat précise les noms des jeunes, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée qui est au maximum de six mois. Sur décision motivée, l'instance de décision peut renouveler le mandat.

§ 4. Quand trois jeunes au moins bénéficient en même temps de l'aide visée à l'article 2, si ces jeunes ont la même résidence et sont issus d'une même fratrie, l'instance de décision ne décerne qu'un seul mandat. Elle décerne un second mandat si l'aide apportée dans les mêmes conditions précitées concerne quatre à six jeunes. Un troisième mandat peut être décerné si plus de six jeunes bénéficient de cette aide.

§ 5. Le service adresse au minimum un premier rapport à l'instance de décision, dans les deux mois qui suivent la date du mandat, et ensuite avant la fin du mandat. L'instance de décision peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

Ces rapports contiennent une analyse de la situation, de son évolution et tout élément permettant à l'autorité de placement d'évaluer l'adéquation de l'aide apportée.

Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

Art. 4. Le service est autorisé, en plus des mandats visés à l'article 3, § 1^{er} à aider d'autres jeunes qui lui sont confiés par une personne physique ou une autre personne de droit public ou par le tribunal de la jeunesse, pour des situations qui ne relèvent pas du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

La prise en charge des autres jeunes visés au § 1^{er} ne peut en aucun cas justifier un refus de prise en charge dans le cadre d'un mandat tel que visé à l'article 3, § 1^{er}.

Art. 5. Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

CHAPITRE III. — Le subventionnement

Section Ire. — Dispositions générales concernant les subventions pour frais de personnel

Art. 6. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée au service sur la base de :

a) pour 12 situations visées :

1^o 2,5 éducateurs;

2^o 0,5 psycho-social;